

# École : choisir le progrès

## aujourd'hui dans les luttes demain dans les urnes

**VOTEZ  
PLUS  
FORT**

### **pour un projet populaire partagé en 2012**

La transformation de l'école doit figurer au cœur des débats que nous entamons sur le programme populaire et partagé pour la gauche. Les personnels, parents d'élèves, jeunes... sont capables de mener un débat instruit et intelligent sur la défense et la transformation progressiste de l'école.

Il est indispensable et urgent de " rendre le droit de cité à l'expertise populaire".

La droite met « l'école » au cœur de son projet, au service de la stratégie européenne de Lisbonne dite de « l'économie de la connaissance ». Une école à plusieurs vitesses, une école du tri : filières et établissements d'excellence pour les plus riches et pour ceux qui réussissent, pour les autres, le minimum vital pour sortir du système scolaire en étant corvéables à merci et « adaptés » aux besoins du patronat.

### **Les élections cantonales : un moment de choix pour l'école**

Avec la réforme de l'autonomie des établissements et la raréfaction des fonctionnaires d'État, voilà le scénario prévu par le gouvernement : fin des financements nationaux, les établissements devront se tourner vers les collectivités locales pour financer les postes pour les enseignements devenant « optionnels » au-delà du socle commun. Il pousse ainsi les acteurs locaux, faute de pouvoir financer partout, à regrouper d'un côté les enfants de familles populaires dans certains établissements de la ville ou

du canton, en limitant l'enseignement au « socle commun », et dans des établissements différents les enfants qui ont déjà acquis des choses à la maison et avec qui sera alors visé non seulement le socle, mais aussi le reste du programme, avec des profs contractuels. Le gouvernement a tout mis en place pour ce renoncement à l'égalité : l'affaiblissement de la carte scolaire et la concurrence entre établissements pour recruter ses élèves. Cela se traduit déjà par le dispositif, cyniquement appelé « ECLAIR », à la place de l'éducation prioritaire.

**Plus que jamais, le peuple de France va avoir besoin d'élus capables d'interpeller l'État sur ses responsabilités, refusant de s'y substituer, assumant ce qui est de leur rôle (construction de bâtiments, etc.) pour mieux signifier à l'État que c'est à lui d'assurer l'égalité pédagogique sur tout le territoire, que le caractère national de l'éducation est une condition de l'égalité.**

**C'est le cap que suivent les candidats du Front de gauche.**



L'alternative, pour les communistes, c'est d'affronter le débat, projet capitaliste contre projet progressiste. Pour nous, une relance du service public d'éducation nationale est indispensable, en le transformant pour franchir une nouvelle étape de démocratisation scolaire : allongement des scolarités, transformation qualitative pour permettre la meilleure compréhension, pour qu'aillent mieux de pair acquisition des savoirs et développement du pouvoir de penser des futurs citoyens et travailleurs.

### **Au PCF, quelques axes nous semblent essentiels pour envisager l'avenir**

► **la culture scolaire commune que toute une génération a besoin de s'approprier pour vivre**

► **dans une civilisation de demain modelée par les savoirs savants et les technologies**

► **la démocratisation : le nécessaire allongement des études et le combat contre les inégalités**

► **la reconnaissance égale des qualifications, des diplômes**

► **les pouvoirs donnés à la communauté scolaire dans un cadre national**

Pour chacun de ces axes de projet, nous mettons des idées en débat, au service des luttes et du rassemblement :

- Revue du projet : <http://projet.pcf.fr/7451>
- lettre du réseau école du PCF : <http://www.pcf.fr/7514>

*Je veux être informé des initiatives et des rencontres sur les enjeux éducatifs, des initiatives pour élaborer le projet populaire partagé pour l'éducation*

A retourner à : PCF-secteur enseignement 2, pl du Colonel Fabien 75019 Paris ou enseignement@pcf.fr

### **Catastrophe au Japon : l'indécence de la récupération**

Alors qu'un cataclysme naturel a déclenché de graves accidents nucléaires, en France, à quelques jours du premier tour des élections cantonales certains veulent détourner le débat à des fins électoralistes. Nous leur répondons que le temps n'est pas à la récupération mais à la solidarité !

### **Une déclaration de Pierre Laurent secrétaire national du PCF**

"Chaque heure qui passe rend plus urgent un débat public national sur la politique énergétique"

Au moment où une catastrophe nucléaire de grande ampleur se précise au Japon, je veux redire toute ma solidarité et le soutien des communistes français au peuple japonais. Cette situation doit être prise très au sérieux par les autorités françaises et d'importants moyens de secours et d'expertise doivent être mis au service des populations touchées par cette catastrophe.

Dans ce contexte, le PCF partage l'inquiétude des Françaises et des Français quant à leur propre sécurité et chaque heure qui passe rend plus urgent un débat public national sur la politique énergétique.

Ce débat doit être sérieux et conséquent. La catastrophe au Japon ouvre en grand le débat sur le nucléaire et intervient alors même que le réchauffement climatique et la raréfaction des ressources fossiles nécessitent par ailleurs la sortie des énergies carbonées. C'est donc un débat d'ensemble qui doit avoir lieu et une mise à plat générale de nos choix énergétiques. Je demande, au nom du PCF, l'organisation d'un grand débat public national qui contribue à fixer les conditions précises de la nécessaire évolution du mix énergétique pour garantir en France et à l'échelle mondiale le droit à l'énergie pour tous dans les décennies à venir. Le PCF souhaite d'ores et déjà contribuer à ce débat et organisera à son siège national une grande initiative le 29 mars prochain intitulée « Après la catastrophe nucléaire au Japon, quelle politique énergétique en France ».



Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :